

## Affaire Hervé Ndong Nguema Le prétexte de l'asile politique ?

Jonas OSSOMBEY

Libreville/Gabon

**L'ancien chargé de missions à la présidence de la République, Hervé Ndong Nguema, récemment interpellé par les autorités camerounaises, à la suite d'une plainte pour "proxénétisme, agressions sexuelles et viols sur mineurs", entre autres, serait également concerné par l'opération Mamba pour trafic d'influence auprès de certaines entreprises de la place. Le président de l'ONG Convergence aurait argué, pour justifier sa tentative de fuite, des «pressions politiques». Dans les**

**jours à venir, l'homme devra répondre des accusations dont il fait l'objet.**

**L'AFFAIRE** Hervé Ndong Nguema, du nom de cet ancien chargé de missions à la présidence de la République, en fuite à l'étranger, qui est aux mains des autorités du Cameroun, vient de connaître un nouveau rebondissement. Poursuivi pour "proxénétisme, agressions sexuelles, viols sur mineurs, détention de photographies à caractère pornographique et placements des jeunes", entre autres, le président de l'Organisation non gouvernementale (ONG) Convergence aurait plutôt donné aux services de police du Cameroun

une version plus édulcorée des faits. Pour lui, il aurait maille à partir avec les autorités gabonaises pour des questions politiques depuis quelque temps. De sources sûres, il aurait soutenu que sa présence dans ce pays voisin, avant de rallier la France, avec un passeport diplomatique gabonais s'inscrivait dans le cadre d'une démarche de demande d'asile politique. Ce que ses hôtes de circonstance n'auraient que peu cru. Surtout que saisis par leurs homologues gabonais, les services compétents camerounais ont par ailleurs reçu le mandat d'amener décerné à Hervé Ndong Nguema. Toute chose qui est venue faire tomber, comme un château de sable, la ver-

sion de l'incriminé. Ses interlocuteurs ayant compris qu'ils avaient à faire à une personne recherchée par la justice de son pays, et non à un politique en disgrâce comme il a voulu le faire comprendre. A les en croire, il ne s'agit ni plus, ni moins que d'une affaire relative à l'attentat aux bonnes mœurs. En outre, cette affaire a également pris des allures de trafic d'influence. Car, selon les mêmes sources, l'homme aurait utilisé sa fonction à la présidence de la République pour mettre en place un vaste réseau de racket auprès de nombreuses entreprises publiques et privées de la place. Ce serait d'importantes sommes d'argent qui auraient été délogées et pris



Photo : PSNB

Le président de l'ONG Convergence, Hervé Ndong Nguema, dans l'œil du cyclone.

des destinations inconnues. Dans le cadre de l'opération Mamba, Hervé Ndong Nguema serait sous le coup des poursuites judiciaires. Comme c'est le cas pour certains hauts cadres de la Ré-

publique, il devra dans les jours suivant son rapatriement faire l'objet d'enquêtes et autres auditions.

A noter que les faits qui sont reprochés au président de l'ONG Convergence sont dans la droite ligne de l'engagement des pouvoirs publics à promouvoir la lutte contre l'enrichissement illicite. Tout comme, ces mêmes autorités ont décidé depuis lors d'assainir la société gabonaise, en mettant sous l'éteignoir tout contrevenant aux bonnes mœurs.

Au final, il ne reste plus qu'à attendre le rapatriement de M. Ndong Nguema afin qu'il réponde devant les juridictions compétentes, des actes, dont il est suspecté d'être l'auteur.

## Commissariat politique du Centre des libéraux réformateurs (CLR)

### La redynamisation du parti à l'ordre du jour

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

**LE** Centre des libéraux réformateurs (CLR) a tenu un Commissariat politique samedi dernier à son siège. Prenant part à cette rencontre, près de deux cent quarante délégués venus des quatre coins du territoire national. Autour de leur président-fondateur Jean-Boniface Assélé, les célérités ont évoqué diverses questions, notamment, la redynamisation de leur formation politique et le dialogue national inclusif et sans tabou voulu par le président de la République, Ali Bongo Ondimba...

Dans son adresse, le numéro un du CLR a justifié le choix porté sur la première thématique. Pour lui, "la redynamisation des organes du parti est constitutive d'un nouveau souffle, donc d'un nouveau départ. Le parti, au regard de la place qu'il occupe sur la scène politique nationale, a besoin de susciter des ambitions et des énergies nouvelles, de

convaincre ses électeurs aux fins d'engranger aux prochaines Législatives d'autres victoires".

En outre, s'agissant de la question du dialogue national, le secrétaire général du CLR, Martin Louri a souligné qu'il est fondé d'affirmer qu'il implique la négociation. Laquelle selon lui, exige l'écoute, l'acceptation de l'autre pour asseoir un compromis. "Ce compromis auquel nous souhaitons aboutir, nous imposera des règles qu'il faudrait absolument respecter", a-t-il ajouté.

Notons que pour ce Commissariat politique, les célérités étaient regroupés en quatre commissions. La première traitait des réformes des institutions et consolidation de l'Etat de droit démocratique à travers notamment la durée des mandats politiques, le mode de désignation, la durée du mandat des membres de la Cour constitutionnelle et les missions de celles-ci, etc. La deuxième commission s'est penchée sur les réformes électorales avec le redécoupage des cir-



Photo : SNN

Le président-fondateur du CLR a appelé ses militants à plus de rigueur dans leurs travaux.

criptions électorales, la révision du Code électoral, la redéfinition du rôle et des missions des instances en charge de l'organisation des élections politiques, la révision du fichier électoral et le financement de la campagne de l'élection présidentielle. Le troisième groupe s'est appuyé sur la modernisation de la vie publique à travers le réexamen des conditions de création et financement des partis politiques, la clarification des dispositions réglementaires relatives au règlement des différends au sein et entre les partis politiques ; etc. Enfin, la dernière commission avait pour tâche la consolidation de la paix et de la cohésion nationale à travers la contribution des

partis politiques ; le statut de l'opposition ; celui de la majorité ; la relance du développement économique, social,



Photo : SNN

Vue des délégués présents lors du commissariat politique du CLR.

culturel et environnemental ; la prise de mesures en faveur de la réconciliation nationale

et, l'identification des mécanismes de mise en œuvre des actes du dialogue politique.

## Interview du ministre de l'Intérieur, Noël-Lambert Matha (suite et fin)

Suite de la page 2

**Dernièrement des bruits ont fusé ici et là parlant des promotions au sein des FPN qui auraient été annulées par la hiérarchie, parce que jugées complaisantes. Pouvez-vous éclairer l'opinion sur ces informations qui ont même fait les choux gras de certains journaux ?**

Au Gabon, il n'y a pas plusieurs polices, il y a une seule police. Il n'y a pas plusieurs tableaux d'avancement, il n'y a qu'un seul tableau d'avancement. Les éléments constitutifs du tableau d'avancement sont élaborés au cours du dernier trimestre de l'année, voire les dernières semaines de l'année et ils sont le fait des services compétents qui les portent au responsable que je suis. Avec la hiérarchie de la police, nous examinons et nous analysons les épreuves qui me sont portées. Je dis bien que les premières appréciations sont faites par ceux là qui, au quotidien voient les agents à l'œuvre ; et in fine, ce qui sort de cette dernière étape devient définitif. Il me paraît donc normal que je demande des précisions sur les appréciations des personnels qui me sont remontrées. Tout ceci est le fruit d'une commission qui est mise en place conformément aux lois et règlements en vigueur. Et tous les policiers le savent. Le ministre ne se substitue pas à la

commission. Autant d'éléments qui, mis l'un dans l'autre, déterminent l'avancement de chacun d'entre eux. Donc, le tableau qui a été publié m'a été soumis et c'est celui-là qui est le tableau définitif qui concerne la carrière des uns et des autres. Pour le reste, je ne répondrais pas aux allégations de la presse auxquelles vous faites allusion.

**Monsieur le ministre, nous sommes arrivés à la fin de notre entretien. Il vous revient de le conclure.**

Je voudrais vous remercier de m'avoir donné l'occasion de revenir et d'expliquer ce que nous souhaitons faire de la police. Les missions qui m'ont été confiées par les plus Hautes Autorités du pays à la tête de ce département ministériel sont diverses et variées. J'espère qu'à une autre occasion vous me donnerez l'opportunité d'expliquer davantage ce que nous faisons et les avancées en matière d'Hygiène publique, de Décentralisation, de Développement local, de Protection civile, des Frontières, etc. Je mesure à juste titre, dans l'action que j'ai à mener à la tête du ministère de l'Intérieur, le poids et toute l'importance de la confiance placée en moi par le chef de l'Etat. Ma raison d'être, c'est travailler, c'est être résolu au service de nos compatriotes et des communautés étrangères vivant sur notre territoire.

**OFFRE SPECIALE**  
**DU 15 FEVRIER 2017**  
**AU 30 AVRIL 2017**

**ECIG** [www.ecig-gabon.com](http://www.ecig-gabon.com)  
[ecig.gabon@gmail.com](mailto:ecig.gabon@gmail.com)

**-25%**  
de Remise pour autres quantités

3 Pneus Achetés = 1 GRATUIT

PNEUS DU GROUPE  
**Continental**

**Nos points de ventes**  
Z.I. OLOUMI (face FOPI entrée BERNABE) ouvert du lundi au samedi : +241 01 74 30 06 / 06 25 98 64 / 07 05 31 05 / 02 45 35 45  
OKALA (BALLON D'OR) ouvert 7/7 jrs : +241 04 84 08 00 / 06 00 82 00

Photos non contractuelles. Offre valable du 15 Février au 30 Avril 2017, engagement sur paiement comptant. Dans le cadre des offres promotionnelles.